

Enjeux sécuritaires multidimensionnels en Méditerranée

Docteur Amina HALLAL

Faculté des sciences politiques et des relations internationales

Université d'Alger 3

Résumé

Dans le cas de la Méditerranée, le problème se pose surtout en termes économiques et sociaux. Sur un fond d'instabilité sociale et économique, les guerres, le non-respect des libertés fondamentales, les violations des droits de l'homme, le racisme, la xénophobie peuvent se développer. Ils constituent, en plus des aspects militaires, les «nouveaux» dangers qui pèsent, aujourd'hui, sur la paix, la sécurité et le bien-être des populations des deux côtés de la Méditerranée.

Mots clés: Méditerranée, sécurité, enjeux géopolitiques, enjeux humains, enjeux énergétiques.

Introduction

L'effondrement du système communiste a engendré un changement radical dans la pratique des relations internationales et dans la façon dont l'Occident concevait ses relations extérieures. L'antagonisme Est-Ouest, alors dominant, traitait seulement des aspects militaires lorsqu'il était fait référence à la question de la sécurité. Aujourd'hui, le concept de menace, et donc celui de sécurité, est devenu multidisciplinaire. Les aspects militaires, sans disparaître, sont reliés à d'autres aspects émergents comme l'économie, la culture et la démographie qui exigent, pour être traités correctement, une politique de sécurité intégrée à long terme.

Notre étude sera consacrée à la sécurité en Méditerranée qui est devenue, ces dernières années le théâtre d'une très grande intensité politico-diplomatique; c'est une des plus grandes routes du monde sur le plan éner-

gétique; la première destination touristique mondiale (avec 314 millions de visiteurs en 2015, auxquels s'ajoutent de plus en plus de nationaux avec l'accroissement des niveaux de vie et des mobilités)¹. C'est également, un espace central des migrations internationales et le lieu privilégié des interactions entre l'Europe et le Sud.

À cette question humaine, s'ajoute une question d'une immense portée symbolique qui fait de la Méditerranée un centre où se définissent des relations aux sources des grandes civilisations du passé et où se conjugue l'actualité des trois monothéismes : judaïsme, christianisme et islam, qui trouvent, dans le monde méditerranéen le lieu de leur commune origine comme de leurs violentes différenciations.

La centralité du monde méditerranéen se joue, également, sur la scène politique et stratégique. C'est un lieu phare du débat/confrontation, comme cela l'ont d'ailleurs été dans les années 1970-1980 l'Europe centrale et l'Europe orientale (après les accords d'Helsinki), autour des questions de démocratie, de droits de l'homme et de dictature. C'est également, un des lieux stratégiques où se joue, sous de multiples formes, la question de la guerre et de la paix, non pas à l'échelle de simples conflits localisés, mais à l'échelle du monde.

La multiplicité des enjeux et des représentations contribue ainsi à faire de la Méditerranée un espace à part. C'est un axe de passage entre l'Orient et l'Occident, caractérisé par une fragmentation économique, sociale et politique majeure, facteur de crises, de déstabilisations régionales et de menaces transnationales (par une interpénétration des trafics mafieux comme la drogue, l'argent, les commerces illicites d'armements et le terrorisme).

Les enjeux sécuritaires dans le bassin méditerranéen constituent le noyau central de la problématique de ce modeste travail, qui met l'accent sur les volets politique, social, économique et énergétique.

I. Les enjeux géopolitiques

Afin de clarifier les enjeux géopolitiques dans le bassin méditerranéen, il faudrait analyser la présence renforcée, ces dernières années, des

Etats-Unis dans la région, du Sahara au Moyen-Orient en premier lieu, et les puissances de rang mondial qui interviennent dans la région via des États «clients», dont elles soutiennent la stabilité politique ou qu'elles assistent militairement. L'intervention franco-britannique en Libye en 2011 a par exemple été un puissant facteur de déstabilisation, mais la crise syrienne, souligne plutôt le retour de la Russie (le soutien sans faille à un client), et la présence des Européens (Français et Britanniques au premier lieu) incapables de jouer un rôle de premier plan. Ce qui sera fait ci-après.

1.1 Les rapports de force en Méditerranée

Dans la distribution des forces américaines, la Méditerranée n'existe pas comme zone stratégique en soi. Elle n'est qu'une zone tampon, à l'intersection de plusieurs foyers de troubles potentiels : au Nord-est l'Iran et la Russie, au Sud-est le Golfe persique et au Sud l'Afrique sub-saharienne, ces deux derniers points étant par ailleurs des pôles clés d'approvisionnement énergétique pour les États-Unis.

Au gré d'un tel découpage, les pays du Maghreb sont tout à la fois inclus dans l'Initiative américaine de Grand Moyen-Orient, en même temps qu'associés au développement d'une zone de sécurité africaine dans leurs confins sahéliens, tout en relevant de la zone de commandement européenne. La Turquie, elle, membre de l'OTAN, est à cheval entre les zones européenne et moyen-orientale.

Par ailleurs, alors que vu de Paris mais aussi de Madrid, le Maghreb s'ouvre sur l'Afrique occidentale, la vision américaine fait du Maghreb un pôle excentré sur un Continent africain dominé verticalement, et selon un axe plutôt oriental par l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud et au sein duquel l'Afrique de l'Ouest, dès lors, paraît à prendre. Les Américains tentent, en effet, de la contrôler à la fois par le Golfe de Guinée, ainsi qu'à partir du no man's land sahélien, où l'on redoute l'installation de bases arrières terroristes autour des vieilles routes caravanières, entre la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad, une région qui est d'ores et déjà un pôle de trafics en tous genres et une plaque tournante des migrations clandestines.²

Plus précisément, les craintes de dérive terroriste dans cette dernière région ont été avivées par l'alliance annoncée en octobre 2006 du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) algérien avec Al-Qaïda – le GSPC se rebaptisant à l'occasion «Organisation Al-Qaïda pour le Maghreb Islamique» AQMI.

La présence militaire Américaine en Méditerranée est représentée par la 6ème flotte américaine (en cas de mobilisation 40 navires et 21000 hommes)³, mais elle est remise en cause depuis la période du président George W. Bush car trop coûteuse. Le pivot vers l'Asie du président Obama, et « l'isolationnisme » du président Trump vont dans le même sens.

La prévention du terrorisme n'était finalement qu'un prétexte pour asseoir la présence des Etats-Unis dans une région qui, à partir du Golfe de Guinée, pourrait à terme fournir jusqu'à 30 %, voire 50 % des importations pétrolières américaines – une région, où, par ailleurs, la Chine et l'Inde sont de plus en plus actives (Arcelor Mittal a annoncé en 2007 l'investissement de 2 Milliards de dollars au Sénégal; 1 Milliard de dollars au Liberia)⁴. Une région, enfin, dont la croissance pourrait bientôt dépasser celle de l'Afrique du Nord.

Quand on examine les différents enjeux euro-méditerranéens, il est frappant de constater qu'il n'y a guère de raison de considérer qu'ils s'arrêtent au sud de l'Algérie ou de la Mauritanie.

Les visées américaines contrarient les objectifs des Européens, notamment des Français, et s'étendent désormais bien loin, à l'Afrique subsaharienne devenant un nouveau centre de gravité mondial sous la triple influence des Etats-Unis, de la Chine et des puissances africaines anglophones marquant un clivage entre cette région et une Afrique du Nord, partagée entre trois zones d'influence africaine, européenne et moyen orientale, dont elle se situe à chaque fois aux extrémités.

L'Europe, entretient un rapport compliqué avec cet espace qui est à la fois celui de ses membres les plus fragiles (Grèce, Italie, Espagne, Portugal), celui de problèmes politiques qu'elle a du mal à affronter unie (réfugiés) et l'objet de politiques de voisinage peu abouties.

Pour comprendre la fonction géopolitique de la Méditerranée pour les Européens, il faut garder la notion d'espace périphérique mais la décliner. La périphérie méditerranéenne est avant tout pour eux une limite, qui peut se décliner en «marge», c'est-à-dire une interface. Ses fonctions sont donc essentielles.

La Russie, quant à elle, ne peut accéder à la Méditerranée que par la mer Noire, qui n'a aucun intérêt stratégique car l'accès vers la Méditerranée est contrôlé par les Turcs qui, s'ils se sont rapprochés de la Russie récemment, restent membres de l'OTAN. De fait, la flotte russe en mer Noire est relativement ancienne. La Russie connaît une crise économique majeure qui l'affaiblit fortement: la volonté de retrouver une place de premier plan sur le plan stratégique se traduit donc par la recherche de «points chauds» peu coûteux permettant de compenser cette faiblesse par une sur-représentation sur la scène géopolitique mondiale, face aux Européens, aux Américains, mais aussi aux Chinois. L'utilisation de la flotte russe pour venir en aide au gouvernement syrien dans une zone que les Américains considèrent comme mineure permet à Moscou, à peu de frais, de faire une démonstration de force et de se placer au centre de jeu diplomatique international.⁵

Pour la Chine, la Méditerranée est un espace «ultrapériphérique» et pourtant en mai 2015, les Chinois participent à des manœuvres militaires conjointes avec les Russes en Méditerranée. L'idée est là encore à faible coût (quelques officiers chinois), dans un espace éloigné des enjeux vitaux du pays, de limiter la puissance américaine (mais aussi russe, malgré toute la communication sur l'axe (Moscou-Beijing) tout en envoyant en message aux pays d'Afrique où se trouve l'enjeu économique réel pour les Chinois. Ils utilisent cet espace «mouvant» pour une stratégie de containment de la puissance américaine ou européenne.⁶

Enfin, il y a des puissances régionales, pour lesquelles cet espace périphérique peut constituer un espace d'expansion plus ou moins indépendamment des grandes puissances mondiales : l'Arabie saoudite, la Turquie, mais aussi l'Iran.

I.2 Le Proche et le Moyen-Orient

Le Proche-Orient paraît aujourd'hui enfoncé dans une situation de blocage teintée de menaces. Les conflits s'éternisent, ne trouvent pas d'issue. Le conflit Arabo-israélien a pris une autre dimension après les révoltes arabes qui sont considérées par l'entité sioniste comme étant la plus dangereuse menace qui lui vient du monde arabe depuis sa création. Non pas parce qu'elle remet en cause l'équilibre de force militaire entre elle et les États arabes, mais pour ce qui est en train de se produire comme changements dans ces États arabes, qui réduisent à néant son dispositif propagandiste servant à perpétuer la fausse vision d'un État hébreu unique en démocratie au Moyen-Orient.

Le monde arabe se démocratise et ses peuples sont aussi désormais des acteurs politiques majeurs qui n'entendent pas se faire dicter les solutions aux problèmes de leurs pays ou de la région.

Ajouter à cela, l'adhésion de la Palestine à l'UNESCO et membre observateur à l'ONU sont des plus symboliques, car il ne faut pas en attendre un règlement immédiat du conflit israélo-palestinien. Mais un État palestinien officiellement reconnu et admis en tant que tel à l'ONU et dans une organisation internationale qui en dépend, cela permettra de mettre fin aux fausses arguties sur lesquelles entité sioniste et son allié américain s'appuient pour retarder sa création.

La dégradation induite par les conflits irakien et afghan inquiète les pays du Golfe quant à leur avenir marqué par la montée de l'islamisme et les problèmes de légitimité. L'Arabie saoudite et le Qatar s'opposent quant à l'attitude à adopter face à l'entité sioniste et aux islamistes radicaux.

Devenue le principal vecteur de la politique américaine au Proche et au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite a tenté une timide ouverture politique (élections municipales), à l'instar du Koweït (élections législatives). La montée en puissance du Qatar sur la scène politique arabe n'est plus à démontrer. Après avoir pris part à la répression de la révolte bahreïnienne, il a été le seul pays arabe à apporter un soutien militaire et matériel à l'insurrection contre Kadhafi. Après avoir proposé sa médiation au Yémen, donné

sa bénédiction à la Tunisie de Ghannouchi et opéré un rapprochement avec les Frères musulmans d'Égypte, il joue désormais un rôle important dans la crise syrienne au niveau de la Ligue Arabe.⁷

Le 5 juin 2017 a été marqué par le déclenchement d'une nouvelle crise diplomatique de grande ampleur entre le Qatar et ses voisins du Golfe. Accusé de sponsoriser le terrorisme, le Qatar est avant tout ciblé pour ses ambitions de puissance régionale et son indépendance vis-à-vis de l'Arabie saoudite. Si la crise s'inscrit dans un contexte domestique et international spécifique, elle révèle avant tout des lignes de fractures profondes qui n'ont cessé de façonner les dynamiques régionales de ces dernières décennies.

1.3 L'islam politique

La Méditerranée est souvent perçue comme une ligne de fracture entre les mondes chrétien et musulman et cette dimension est revenue au premier plan depuis la fin de la Guerre froide.

La forte immigration musulmane liée au développement économique de l'Europe, au lieu de contribuer au rapprochement entre les deux mondes et à une atténuation de la fracture qui les sépare a, au contraire, poussé à l'accentuation de l'antagonisme entre les deux parties.

Il paraît difficile de comprendre l'Islam politique en faisant abstraction de sa dimension d'affirmation identitaire en relation directe avec l'occidentalisation, né d'abord en réaction à la domination coloniale, et suite au démembrement de l'empire ottoman.⁸

De sorte que cette dimension nationaliste puisse dépasser les frontières étatiques, le panislamisme reprenant le flambeau du panarabisme, en même temps qu'elle est à même d'intervenir à un niveau infra-étatique, quand l'Islamisme s'érige en défense d'une identité ethno-religieuse comme dans le cas du Hezbollah chiite libanais.

En plus de sa dimension identitaire, l'Islam politique revêt aussi une dimension contestataire, faisant figure, depuis la fin de l'ère soviétique, de principal parti d'opposition aux régimes en place.

De manière générale, l'islamisme prend ses racines dans le besoin des peuples de se construire une identité que ni l'arabisme ni les constructions nationales n'ont pu assurer. Il tient à l'échec de l'entrée des sociétés de la région dans la modernité, notamment, politique.

L'Islam activiste a échoué, diagnostiquaient en fait Gilles Kepel⁹ et Olivier Roy¹⁰ dans les années 90. Correspondant à un phénomène de contestation des régimes en place et agrégeant, à ce titre, toutes sortes de frustrations, il aura été victime de ses dissensions internes et n'aura guère réussi, sauf en Iran et en Turquie, à répondre durablement aux aspirations contradictoires d'une jeunesse désœuvrée, facilement acquise aux bouleversements révolutionnaires, en même temps qu'à celles de classes moyennes soucieuses de voir les valeurs traditionnelles être défendues face à l'occidentalisation.¹¹

Dès lors, l'islamisme n'ayant pu s'appuyer sur une mobilisation populaire vraiment stable, il ne lui reste qu'à dériver vers le terrorisme, estimait G. Kepel, pour tenter de forcer une adhésion symbolique, émotive. Une dérive qui pourrait demeurer durable, néanmoins faut-il aujourd'hui ajouter, handicapant gravement le développement de certains pays.¹²

Avec l'épuisement de l'islamisme radical, G. Kepel semblait attendre, également, un rejet de l'autoritarisme politique ; beaucoup de régimes, localement, et notamment, en Tunisie et en Égypte, ayant tiré leur légitimité de paraître être le dernier rempart contre l'islamisme et ayant bénéficié à cet égard d'appuis occidentaux. Une ouverture pouvait donc sembler acquise pour le pluralisme et la démocratie. Toutefois, la menace du terrorisme islamique n'a pas disparu. Elle aura, finalement, justifié l'intervention directe des Etats-Unis dans la région. Et quant aux autorités locales, elles ont été obligées d'accompagner une islamisation non pas forcément radicale mais incontestablement profonde des sociétés méditerranéennes, du Maroc à la Turquie, où un parti islamique a, finalement, conquis le pouvoir. Car l'islamisme paraît bien avoir suscité une mobilisation populaire et sociale et si l'Islam politique a largement échoué à conquérir le pouvoir, il semble durablement installé dans l'espace politique de la région.

Nous assistons à une montée en puissance des partis islamistes en Tunisie, au Maroc et en Égypte suite à leurs victoires lors des dernières élections. Avec le «printemps arabe», les jeunes ne toléreront aucune violation de leurs libertés individuelles et des droits de l'homme.

Pour les «islamistes», de nouveaux gouvernements seront nécessaires, non seulement, pour assurer le pluralisme politique, les droits des minorités, la liberté d'expression, et ainsi de suite, mais plus important que cela, ils devront accepter de véritables concessions relatives à leurs activités. Cela est bien démontré par les déclarations des islamistes en Égypte quant à la nécessité d'encourager le tourisme, qui est la principale rente du pays.

1.4 Les révolutions arabes

Le monde arabe est au centre des bouleversements politiques, sociaux, géopolitiques, économiques et culturels. On a assisté à partir du mois de février 2011 à la montée de la contestation à travers les émeutes, les mouvements sociaux et autres révolutions culturelles qui luttent contre l'autocratie autoritaire des régimes en place. Durant des décennies, l'autoritarisme, le militarisme ou les difficultés des États a eu pour corollaire la confiscation de tout espace autonome de mobilisation citoyenne et de contestation sociale. Dans ce schéma simplifié, il n'y a point d'alternative réelle entre soumission et émeute.

Chacune des lignes de fracture qui traversent le monde arabe plongent ses racines dans l'histoire de la région, dans les colonisations et les interventions étrangères dont elle a été et est toujours l'objet et dans les caractéristiques physiques et géologiques de cet espace qui se déploie sur deux continents. L'inégal accès aux ressources naturelles est une autre ligne de fracture béante du monde arabe. Elle distingue les pays, les régions et les groupes sociaux riches en pétrole, en eau ou en terres arables de ceux qui n'en ont pas ou en manquent cruellement. Au-delà, l'avenir problématique de la rente pétrolière, les pénuries d'eau et l'explosion de la dépendance alimentaire exacerbent les tensions sociales croissantes et les vagues d'émeutes urbaines qui, sporadiquement, éclatent à cause de «la cherté de la vie».

II. Les enjeux humains

II.1 La pauvreté

La globalisation, mais surtout les soulèvements populaires de 2011 ont renforcé les déséquilibres caractéristiques de la géo-économie de la Méditerranée. Le monde méditerranéen demeure composé d'économies nationales très inégales, où de fortes disparités transparaissent en termes de niveau de richesse et de développement. Celles-ci dessinent apparemment une ligne de fracture entre les pays développés et intégrés de la rive nord-européenne et ceux situés au sud et à l'est.

Les pays européens de la rive Nord et plus précisément les pays de l'Arc latin (Portugal, Espagne, France et Italie) concentrent l'essentiel du volume du « PIB méditerranéen ». Selon les niveaux de PIB nationaux calculés par la Commission européenne, la France, l'Italie et l'Espagne sont les principales puissances économiques méditerranéennes.¹³

Sur la rive nord-est de la Méditerranée, le communisme, puis sa chute, l'implosion de l'ex-Yougoslavie et enfin les profondes restructurations lancées durant la période de transition démocratique ont grevé le développement économique de la région balkanique. Le difficile passage d'une planification centralisée vers l'économie de marché s'explique par de nombreux facteurs : des infrastructures insuffisantes et dépassées, trop de lourdeurs administratives, un manque de transparence, etc. Aujourd'hui, malgré l'afflux d'investisseurs russes et les opportunités ouvertes par l'adhésion à l'Union européenne, le crime organisé, la corruption, les problèmes de bonne gouvernance continuent d'affecter la croissance et l'emploi de cette région.

Enfin, les pays du sud-est de la Méditerranée (PSEM) affichent un revenu par habitant et un Indice de développement humain nettement inférieur à celui des États européens de l'arc latin. La plupart d'entre eux ont un niveau de croissance du PIB insuffisant pour répondre à la demande d'emploi d'une jeunesse massive et de plus en plus diplômée. Les maux communs à ces pays abondent : chômage massif, des taux d'emploi et de productivité parmi les plus faibles au monde, une polarisation sur peu de

secteurs industriels, une gestion rentière des ressources et un secteur privé peu compétitif en raison du faible niveau d'investissement, du manque de règles transparentes et d'une corruption structurelle. Nombreuses sont les poches de pauvreté, la fuite des cerveaux, les inégalités entre les sexes, l'urbanisation croissante, la défaillance des systèmes de santé, d'éducation, de logement et de recherche.

La vague de soulèvements populaires qui a traversé les rives Sud et Est de la Méditerranée a eu un lourd coût économique et financier pour les pays principalement concernés (Libye et Syrie, naturellement, mais aussi l'Égypte et la Tunisie). De plus, les richesses financières liées aux richesses géologiques (hydrocarbures) des puissances énergétiques de la rive sud ne sont pas synonymes de développement économique et social.

Malgré une nette amélioration des indicateurs d'éducation, de santé et de développement humain, ces pays n'ont pas connu de réduction significative de la pauvreté. Environ 40 % de la population des 18 pays arabes, soit 140 millions de personnes, vivent en dessous du seuil de pauvreté (selon le rapport du PNUD et de la Ligue arabe de 2011) et il n'y a pas eu de réduction du taux de pauvreté et de la part de la population souffrant de malnutrition au cours des vingt dernières années.¹⁴

Dans les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée, la pauvreté la plus forte demeure essentiellement un phénomène rural : près de 70 % des familles pauvres vivent dans des zones où l'agriculture reste le premier pourvoyeur d'emploi et de revenus.¹⁵ Ce qui a conduit au phénomène de l'exode rural vers les villes des pays du sud et de l'est de la méditerranée.

Selon les estimations de la Banque mondiale, d'ici 2025, dans la région méditerranéenne, un tiers des pauvres vivront dans des villes, et cette pauvreté urbaine correspondra, de manière bien plus sensible que dans les campagnes sans doute, à un cumul de privations diverses: conditions de vie sordides, mauvaise hygiène entraînant des risques de santé, pollution atmosphérique, criminalité et violence, accidents de la circulation et catastrophes naturelles, disparition des filets traditionnels de sécurité familiaux et communautaires.¹⁶

Certes, ces phénomènes ne sont pas nouveaux. Ils pourraient, néanmoins, se développer, épuisant rapidement la capacité des politiques publiques à les endiguer.

Dans les pays méditerranéens, ces phénomènes menacent un système de cohésion sociale relativement solide.

II.2 Une cohésion sociale menacée

Les sociétés des pays arabes méditerranéens pourraient, à court terme connaître des évolutions sociales remettant profondément en cause leurs systèmes de cohésion sociale traditionnels. Ceci sous l'effet conjugué :

- de l'individualisation croissante des parcours de vie, liée notamment aux modes de vie urbains (logements, horaires, ...)
- de la généralisation de l'éducation ;
- d'une plus grande autonomie des femmes et de leur plus large participation à l'activité économique, comme ailleurs dans le monde, avec le développement en conséquence de ménages monoparentaux, plus vulnérables aux accidents de parcours (chômage, problèmes de santé, ...)
- du creusement des inégalités, lié à un partage inégal des fruits de la croissance et des gains de productivité.

Dans ces conditions, la transition démographique en cours (l'une des plus rapides du monde) pourrait se révéler « explosive ».

II.3 Les tendances démographiques au Sud de la Méditerranée

Les pays du sud et de l'est de la Méditerranée connaissent, actuellement, la plus forte poussée de population active au monde. Leurs tranches d'âges actives augmentent de 3,7 millions de personnes chaque année, dont 1,4 million pour la Turquie et l'Égypte. Et cette évolution, bien entendu, se traduit par une hausse de la demande d'emplois nouveaux: 55 millions d'entrées nettes sont prévues sur le marché du travail entre 2005 et 2020 et 24 millions entre 2020 et 2030. A taux d'emploi et taux d'activité constants, cela correspond à 22 millions d'emplois à créer d'ici 2020 dans le Bassin méditerranéen.

La forte croissance économique des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée au cours des années 2000, n'a pas créé les emplois nécessaires à l'absorption des arrivées massives de jeunes sur le marché du travail. Selon la Banque mondiale, le taux de chômage (en 2013) y est plus élevé que dans d'autres régions, touchant massivement les jeunes et les femmes. Ainsi, 19 % des jeunes sont au chômage au Maroc, 25 % en Égypte et 42 % en Tunisie.¹⁷ Le manque d'opportunités professionnelles a largement contribué aux revendications sociales et politiques des PSEM depuis début 2011.

Le taux de chômage de la région atteint 13 % de la population active. Ce chiffre ne tient, néanmoins, compte ni du sous-emploi, ni du secteur informel (dont la part moyenne dans l'emploi total est estimée à 40 % selon le BIT). Or, le sous-emploi, parce qu'il est un chômage déguisé, conduit à sous-évaluer les taux de chômage¹⁸.

Tandis qu'à l'inverse, le secteur informel, qui par nature n'est pas recensé dans les chiffres officiels, est un important pourvoyeur d'emplois, même précaires. L'emploi informel inclut, non seulement, l'économie parallèle mais aussi les employés non déclarés travaillant pour l'économie formelle, notamment par le biais des réseaux de sous-traitance.

Or, si la part importante de l'emploi informel dans les PSEM permet d'absorber une part importante des actifs disponibles, quel que soit leur niveau d'instruction et de limiter l'incidence de l'extrême pauvreté - si le secteur informel, en ce sens, constitue un levier important de stabilisation sociale - les emplois créés sont loin des standards de « travail décent » élaborés par l'Organisation Internationale du Travail. Ni le niveau de rémunération (en deçà des minima sociaux mais aussi des seuils permettant un niveau de vie décent), ni la protection des travailleurs n'est assurée dans la majeure partie du secteur informel.

La part des jeunes dans la population au chômage dépasse les 50 % dans la plupart des pays de la région, atteignant même 78 % en Syrie. Cette très forte proportion des jeunes au chômage est, essentiellement, due à la difficulté de trouver un premier emploi - en Syrie et en Égypte, les demandeurs d'un premier emploi représentent les deux tiers des chômeurs. Elle

s'explique en partie par la faiblesse de l'emploi privé formel, corrélativement au poids du secteur public.

Les diplômés, en particulier, semblent en effet préférer attendre un emploi dans le secteur public mieux rémunéré et plus stable, plutôt que de se tourner vers des entreprises privées pour la plupart de petite taille, où les rémunérations sont faibles et les conditions de travail moins avantageuses.

Retenons, donc, la situation parfaitement contrastée des rives nord et sud de la Méditerranée en matière d'évolutions démographiques. Pour les PSEM, le défi le plus redoutable est de parvenir à créer des emplois. À cet égard, le rôle crucial du secteur privé en tant que moteur de la croissance est bien établi.

III. Les enjeux énergétiques

L'énergie est au cœur de la souveraineté des États et de leurs politiques de sécurité. Elle apparaît aujourd'hui comme un puissant facteur de coopération et d'intégration entre les deux rives de la Méditerranée. Le climat et l'énergie peuvent donc fournir le lien structurant qui permettra de préparer l'élaboration d'un concept stratégique euro-africain, sachant qu'à notre horizon, on ne fera pas sans les énergies fossiles, qui assurent 75 % de la consommation énergétique au Nord et 96 % au Sud.¹⁹

A cet égard, les enjeux énergétiques sont inséparables d'autres vus précédemment : tensions géopolitiques, pauvreté et pressions démographiques.

III.1 Un carrefour énergétique

Les trois énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) totalisent en moyenne 80 % de l'approvisionnement énergétique des pays méditerranéens. Le pétrole reste la source d'énergie dominante, mais sa part dans le mix énergétique tend à diminuer en faveur du gaz naturel²⁰. Les hydrocarbures (pétrole et/ou gaz naturel) sont concentrés dans le territoire (y compris maritime) des pays du Sud et de l'Est méditerranéen.

Dans le Bassin méditerranéen, quatre pays sont producteurs d'hydrocarbures : l'Algérie, la Libye, l'Égypte et la Syrie. Ils possèdent 5 %

des réserves mondiales prouvées de pétrole et 4,3 % des réserves prouvées de gaz²¹. Aucun de ces pays ne compte parmi les producteurs majeurs de pétrole (l'Algérie est le 14^{ème} producteur mondial), ni de gaz, sauf l'Algérie (4^{ème} producteur et exportateur). Tous les autres pays de la région sont importateurs nets d'énergie.²²

Ces quatre pays exportent 50 % de leur pétrole et 90 % de leur gaz. Ces deux productions représentent 95 % des recettes d'exportation de l'Algérie, 70 % de ses recettes budgétaires et 40 % de son PIB. Mais trois des quatre pays seulement resteront exportateurs nets. En l'absence de nouvelles découvertes, en effet, la Syrie devrait devenir importatrice dans peu de temps.

Même en tenant compte de l'augmentation de la consommation domestique, les capacités exportatrices des pays méditerranéens producteurs d'hydrocarbures devraient demeurer importantes, selon l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME), qui anticipe que ces capacités exportatrices pourraient passer de 176 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) en 2005 à 235 Mtep en 2020, pour le pétrole, et de 80 milliards de m³ en 2005 à 166-178 milliards de m³ en 2020, pour le gaz.

Ces capacités exportatrices seront d'autant plus stratégiques, en particulier le gaz, que la capacité de production européenne diminue, rendant l'Europe de plus en plus dépendante de ses approvisionnements extérieurs (le gaz représente le quart de la consommation énergétique de l'UE). Or, selon la Commission européenne, la production de gaz de l'Union européenne pourrait décliner de 239 milliards de m³ en 2005 à 114 milliards de m³ en 2030.

En Europe, cette baisse de la production va se conjuguer à une augmentation de la demande en gaz, accentuant donc les besoins d'importations. La Commission européenne anticipe ainsi une hausse de la demande de gaz de 16 % entre 2006 et 2030. Cette demande pourrait néanmoins être moins importante que prévue si l'UE favorise les autres formes d'énergie (nucléaire, charbon, énergies renouvelables) notamment pour la production d'électricité.

L'UE s'est de toute manière fixée pour objectif une économie de 20 % de sa consommation totale d'énergies primaires d'ici 2020, soit une consommation totale d'énergie baissant de 13% et une économie de 100 Mds €²³. Malgré cela, sa dépendance à l'égard des importations gazières devrait atteindre 84 % en 2030.

A l'horizon 2030, l'Algérie pourrait devenir le deuxième fournisseur de gaz de l'UE derrière la Russie et devant la Norvège. L'Égypte qui développe des capacités en matière de gaz naturel liquéfié (GNL) et de transport terrestre devrait, également, voir son rôle s'accroître dans l'approvisionnement européen, participant de l'accroissement des capacités d'approvisionnement énergétiques européennes, notamment en GNL : la France, ainsi, se dote d'un second terminal méthanier à Fos et étend celui de Montoir, près de Nantes.

III.2 Des infrastructures de transport de plus en plus euro-méditerranéennes

La Méditerranée constitue d'ores et déjà le lieu de transit du tiers des flux d'hydrocarbures mondiaux. Or, les flux énergétiques sont appelés à croître, en particulier pour le gaz. On assiste ainsi actuellement à une augmentation des infrastructures de transport en Égypte, en Libye et en Algérie.

Notamment, parce que si le transport du gaz reste, essentiellement, assuré par voie terrestre, contrairement aux flux de pétrole, ce qui favorise les relations de proximité et l'interdépendance entre fournisseurs et acheteurs, les capacités de GNL se développent partout dans le monde, favorisant l'approvisionnement plus lointain (Qatar, Indonésie, les premiers exportateurs mondiaux, Nigeria) et la formation de marchés «spot», à l'instar du pétrole.

En Égypte, depuis 2004, deux usines de liquéfaction ont été construites : l'une en partenariat avec l'espagnole Union Fenosa et l'italienne ENI ; la seconde en partenariat avec la britannique Bg Group et la compagnie malaise Petronas. L'Égypte se prépare à devenir le sixième plus grand producteur de gaz naturel liquéfié au monde, avec d'importantes perspectives de croissance.

L'Algérie (Arzew, Skikda), a longtemps été le numéro un mondial pour le commerce du GNL. Deux gazoducs «Transmed» et Maghreb Europe» relient aujourd'hui, l'Algérie respectivement à l'Italie, à l'Espagne et au Portugal, en traversant l'un et l'autre la Tunisie et le Maroc (qui perçoivent des droits de passage). Quant à «Medgaz», reliant l'Algérie et l'Espagne, il a été mis en service le 1 Avril 2011.

Alors que ses ressources en gaz, particulièrement en mer, pourraient s'avérer très significatives, la Libye développe, elle aussi, ses infrastructures de transport de cette énergie, jusque-là considérée comme secondaire par rapport au pétrole. Grâce à un partenariat entre la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) et l'italienne ENI, le gazoduc «Greenstream», dont la capacité initiale est de 8 Gm3 par an, relie depuis Octobre 2004 les gisements de la Libye occidentale à l'Italie. Le raccordement du réseau libyen aux pays voisins se poursuit, notamment, avec la volonté de relier, définitivement, la Libye à l'Égypte et à la Tunisie.

En dehors de la Tunisie et du Maroc pour le gaz algérien, deux pays de l'est de la Méditerranée sont des pays de transit des hydrocarbures en provenance du Golfe, d'Asie centrale et de Russie : la Turquie et l'Égypte. Cette dernière dispose d'une infrastructure stratégique pour l'exportation du pétrole, le Suez-Mediterranean pipeline (Sumed), qu'elle contrôle à 50% (avec une perception de droits de transit correspondant à 27 % du coût du pétrole). Cet oléoduc constitue une voie de transit alternative et complémentaire par rapport au Canal de Suez pour le pétrole provenant de la Mer Rouge et destiné à la Méditerranée.

La Turquie, quant à elle, n'est pas un pays producteur d'hydrocarbures mais sa position stratégique au carrefour de l'Asie centrale et du Moyen Orient en fait un pays de transit qui pourrait à l'avenir devenir déterminant. C'est le cas en particulier dans le domaine du gaz : la Russie a déjà conclu avec la Turquie (et la Hongrie) une alliance stratégique visant à privilégier le gazoduc «Bluestream» pour acheminer le gaz du Kazakhstan et du Turkménistan qui transporte déjà (par sa bifurcation septentrionale) le gaz iranien.

III.3. L'électricité

En dépit de l'existence d'une boucle électrique euro-méditerranéenne (l'interconnexion des réseaux électriques nationaux), les échanges d'électricité Sud-Sud et Nord-Sud restent limités, sauf entre le Maroc et l'Espagne. Ils ont atteint 5 TWh en 2005, alors que, par comparaison, les seuls échanges électriques entre la France et l'Italie atteignaient 15 TWh. La capacité limitée des interconnexions électriques existantes explique largement cet état de fait.

D'une part, la boucle électrique euro-méditerranéenne n'est pas encore parfaitement intégrée: les trois blocs régionaux qui la constituent (ouest, sud-est et turc) restent distincts. D'autre part, en dépit des efforts entrepris pour développer les interconnexions (en particulier au Maghreb), les connexions Sud-Sud restent très faibles.

Concernant les interconnexions électriques au Maghreb, l'Algérie joue un rôle croissant dans le développement des grands réseaux de transport d'électricité dans l'espace méditerranéen. Les échanges avec les pays voisins de la rive sud, le Maroc, la Tunisie et la Libye sont en plein essor et font partie des plans de développement. Pour les interconnexions Algérie-Tunisie, on dénombre actuellement quatre interconnexions, dont la première remonte à 1952. Celles-ci ont été renforcées par une 5ème liaison en 400 kV, dont la mise en service a eu lieu en 2010.

En ce qui concerne les réseaux algérien et marocain, interconnectés depuis 1988, ils sont raccordés par deux lignes 225 kV d'une capacité de 200 MW chacune. Elles ont été mises en service respectivement en 1988 et en 1992.

Compte tenu des avantages évidents des interconnexions, l'Algérie et le Maroc ont procédé à l'extension de ces réseaux à très haute tension, par la réalisation d'une 3ème interconnexion de 400 kV mise en service en fin d'année 2009. Ceci contribuera, non seulement à l'amélioration des échanges électriques entre les pays du Maghreb, mais également à la constitution d'un premier jalon pour le futur marché Maghrébin de l'électricité.

En effet, ces interconnexions constituent un préalable essentiel à l'émergence d'un marché régional de l'électricité. Le passage au palier 400 kV donne effectivement un nouveau rôle commercial aux interconnexions électriques entre les pays du Maghreb.

L'expérience des interconnexions entre la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc d'une part et entre le Maroc et l'Espagne d'autre part, constitue aujourd'hui, un appui précieux pour les travaux relatifs à la construction d'un marché euro-maghrébin.

Conclusion

Dans un monde globalisé, la capacité de domination militaire n'apporte pas de solution durable. Les risques qui pèsent sur la sécurité en Méditerranée et les défis auxquels elle est confrontée sont multiples, divers et indivisibles comme nous l'avons constaté. D'autre part, puisque les problèmes que le bassin Méditerranéen présente sont surtout d'ordre économique, social et politique, les moyens pour y remédier sont donc l'aide et le dialogue entre ses deux rives. Les risques et défis «nouveaux» ont un point commun, à savoir qu'ils transcendent les frontières. Le nouvel ordre mondial comporterait le rôle suprême des États-Unis: rien ne se fait sans l'accord ou contre l'avis de ce pays.

Pour nous, le problème du sud de la Méditerranée est d'ordre économique, c'est plus la pauvreté des peuples de la région. Il serait aussi utile de réfléchir à la mission de certains pays-clefs, comme la Turquie, l'une des économies dites émergentes les plus performantes, dans la stabilisation de la région à travers l'investissement intra-régional.

Références

1. Selon les statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme, <http://www2.unwto.org/fr>
2. Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen, Méditerranée 2030, Paris, Février 2009, p.103.
3. «La marine américaine renforce sa présence en Méditerranée», Le Monde, 24/08/2013. En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/08/24/la-marine-americaine-renforce-sa-presence-en-mediterranee_3465825_3222.html#UvdwWjchixjRXyY3.99
4. Christophe Le Bec, «Arcelor Mittal sous tension», Jeune Afrique, 17/01/2012. <http://www.jeuneafrique.com/29965/economie/arcelor-mittal-sous-tension/>
5. Manon Cervello, « Les nouvelles ambitions maritimes de la Russie au Sud : de nouvelles préoccupations pour l'OTAN », L'institut Méditerranéen de Défense et de Sécurité, 2016. <http://fmes-france.org/wp-content/uploads/2016/09/article-Manon-Cervello.pdf>
6. Cédric Allmang, « Méditerranée : une géopolitique de la périphérie », in Paris Innovation Review, Septembre 2017.
7. Camille Lons, « Aux origines de la crise du Qatar : entre rivalité pour l'hégémonie régionale et enjeux de politique intérieure », In Les Clés du Moyen Orient, 22/09/2017.
8. Sari Hanafi, « François BURGAT, Comprendre l'islam politique. Une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste, 1973-2016 », In Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée Paris, La Découverte, 2016, p. 260. En ligne: <http://remmm.revues.org/9782>, consulté le 30 septembre 2017.
9. Gilles Kepel est un auteur bien connu et professeur au prestigieux Institut d'études politiques de Paris. Il étudie depuis des années les mouvements islamistes en soulignant le rôle des mobilisations et des diffusions des idées des groupes radicaux issus des Frères musulmans et, plus récemment, du salafisme jihadiste. Il montre par ailleurs, par ses publications, la généalogie intellectuelle islamique et toute la complexité des filiations de ces mouvements.
10. Olivier Roy (né en 1949) est un politologue français, Il a étudié la philosophie et l'histoire, et s'est spécialisé dans l'islam en Asie centrale. Il est bien connu par ses écrits sur l'islam politique et fort médiatisé. La thèse de Roy est différente des précédentes : le terrorisme n'est pas une « radicalisation de l'islam, mais une islamisation de la radicalité ». Autrement dit, à la différence de ce que Kepel et beaucoup d'autres disent, les référentiels islamiques ne font que coiffer un radicalisme né par ailleurs et ne sont pas à l'origine du processus.
11. Voir le livre d'Olivier Roy, L'échec de l'islam politique, Paris, Le seuil, 1995. Dans cet ouvrage, publié pour la première fois en 1992, Olivier Roy énonce une thèse en apparence paradoxale : l'essor des mouvements islamistes signe l'échec de l'islam

politique. Si les islamistes conçoivent le Coran comme un programme de gouvernement, les expériences analysées dans ce livre montrent que le concept d'État islamique est contradictoire et impossible à réaliser. Vingt ans plus tard, le revers des partis islamistes qui ont accédé au pouvoir après le Printemps arabe confirme la justesse de cette analyse.

12. Voir Gilles KEPEL, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000.
13. Nabil Béligh, « Géoéconomie de la Méditerranée », <http://www.iris-france.org/78091-geo-economie-de-la-mediterranee/> Consulté le 28/09/2017
14. Maurice CATIN et El Mouhoub MOUHOUD, « INÉGALITÉS ET PAUVRETÉ DANS LES PAYS ARABES », In *Région et Développement*, n° 35, 2012.
15. Commission Européenne, Direction générale de la recherche Sciences socio-économiques et humaines, *LE MONDE EN 2025*, 2010.
16. Jean-Claude TOURRET, « LES VILLES MÉDITERRANÉENNES DIX ANS APRÈS BARCELONE », http://avitem.org/sites/default/files/fichiers/ressources/barcelone_10_complet.pdf
17. Banque mondiale, *L'emploi pour une prospérité partagée: le moment pour l'action au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, Banque mondiale, Washington, D.C, 2013.
18. World Bank MENA "Job creation in an era of high growth" *Economic Developments and Prospects*, 2010.
19. Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen (IPEMED), *Vers une Communauté EURO-MÉDITERRANÉENNE de l'énergie*, Avril 2013. http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/dmed/dv/5c_ipemed_ceme_synth_/5c_ipemed_ceme_synth_fr.pdf
20. Pierre Blanc, « Passer de l'import-export à un nouveau modèle énergétique régional »
21. BP, *Statistical Review of World Energy*, juin 2007
22. Observatoire Méditerranéen de L'énergie, *Le région méditerranéenne en 2020 et son rôle dans le réseau énergétique Européen*, p.8. <http://aei.pitt.edu/51462/1/B0490.pdf>
23. EUROSTAT, *Statistiques de l'énergie – Introduction*, consulté le 27/09/2017. http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Energy_statistics_introduced/fr